

Bonjour et merci à vous d'avoir retenu ce sujet comme élément de réflexion pour notre conseil d'administration. Je vais tenter de vous l'introduire à la fois par des éléments d'action concrète liés à ma propre expérience professionnelle et militante, dans un premier temps, puis, dans un deuxième temps, je vais tenter de faire ce que nous faisons ici à *Citoyenneté active*, essayer de prendre de la hauteur sur des notions et des concepts que nous entendons un peu partout dans les médias et qui, à force d'être manipulés et galvaudés, finissent par perdre de leur intérêt, épistémologique pourrait-on dire, mais aussi politique. Ce sont tous ces mots en -isme, si nombreux et si envahissants, dont celui de *communautarisme*.

D'abord vous dire d'où je vous parle. Je vais remonter pour cela à la fin des années 70 où je militais au sein d'une association qui s'appelait l'Association pour la promotion des populations nomades et d'origine nomade d'Alsace (l'APPONA). Je suis, si l'on peut dire, entré dans le grand bain de l'interculturel avec les Tsiganes. Ce n'est pas un hasard en fait. Dans l'histoire de l'humanité et sur la planète entière, on peut noter **un conflit permanent entre les cultures nomades et les cultures sédentaires**. L'homme a d'abord été nomade – cueilleur/chasseur, avant d'être sédentaire – paysan, d'abord, puis citadin. Je ne vais pas passer trop de temps sur ce retour en arrière, juste pour dire que ce conflit unilatéral, c'est-à-dire des sédentaires à l'encontre des nomades, est toujours très vivant aujourd'hui. S'il y avait une graduation possible sur l'échelle de valeurs du racisme, les Roms sont encore les plus touchés de nos jours dans le rejet par les populations dominantes. Et le *samudaripen*, le génocide des Tsiganes par les nazis, qui a fait plusieurs centaines de milliers de victimes, n'a été reconnu par l'Allemagne qu'en 1982. Jusqu'alors, on considérait les Tsiganes comme des asociaux et pas comme un peuple avec sa culture propre.

J'ai donc dès la fin des années 70 interrogé les notions de culture, de multiculturalisme, d'interculturalité, d'assimilation, d'intégration, etc. non pas en observant les migrants – dont la migration est un moment de la vie – mais les nomades – dont la mobilité est un élément majeur structurant la culture. Quelques remarques à ce sujet, mais sans trop développer faute de temps :

- 1- Les Tsiganes sont présents en France, pour ne parler que de notre pays, depuis le Moyen-Âge. Là, on ne compte plus en années ou en décennies l'ancienneté de la migration mais en siècles ! S'il est vrai que cette migration se renouvelle, avec des arrivées récentes de Roms d'Europe de l'Est, les descendants des Tsiganes, surtout d'ethnie manouche, du Moyen-Age sont toujours ostracisés de nos jours s'ils se sont maintenus dans leur culture.
- 2- Cette culture dont il est question est-elle ainsi « inassimilable » ? De fait, cette culture produit une forte endogamie qui la protège de sa disparition ainsi qu'une transmission forte des valeurs communautaires. Mais, dans le même temps, cette culture se fond aisément dans le paysage culturel local, si on observe par exemple que les Tsiganes ont en tous temps et en tous lieux, en tout cas très majoritairement, adopté la religion des contrées où ils séjournent : ils sont ainsi catholiques en France, en Espagne, en Italie ; ils sont protestants en Allemagne et en Angleterre ; ils sont orthodoxes en Europe de l'Est ; ils sont musulmans en Turquie... Il en est de même de la langue où le romanès, la langue des Tsiganes, a largement emprunté des éléments linguistiques des pays qu'ils traversaient.

J'en reste là sur la question tsigane pour en arriver à celle des migrations modernes, qui sont des mobilités conjoncturelles et non pas culturelles (pour faire simple). J'ai travaillé pendant 25 ans dans le champ de la solidarité avec les migrants (pour parler de ceux qui migrent), des immigrés (pour

parler de ceux qui ont migré à un moment de leur vie) et des descendants des migrations (toujours stigmatisés même s'ils sont nés et ont grandi en France).

Mon travail, nous l'avons désigné par le mot « promotion », le même terme que nous utilisons à l'APPONA avec les Tsiganes était utilisé par le réseau associatif du CLAP (comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion) dont j'ai été le délégué régional pour la Lorraine et pour l'Alsace. Je remarque que ce mot « promotion » n'est quasiment plus utilisé aujourd'hui, et on peut le regretter. La faute au mot « intégration » qui, en soi, ne pose pas de problème au sociologue que je suis, au sens durkheimien qui parle de société intégrée, qui va qualifier une société dans sa capacité à intégrer au lieu de marginaliser. Mais ce qui a posé problème au militant que je suis dans ce mot intégration, c'est son détournement de sens qui a fini par en faire un processus normatif posant l'obligation faite à tous de se fondre dans la culture dominante appréhendée comme LA norme. Nous, militants des années 80, époque de la montée du Front National, faut-il le rappeler (oui, cela fait 40 ans que l'on a affaire à ce mouvement politique et à son influence sociétale puissante !), nous, militants de la promotion des immigrés, nous avons tout à fait compris ce détournement de sens de l'intégration. Nous défendions l'idée d'une **société interculturelle**, bien distincte d'une société multiculturelle. Je m'explique : une société multiculturelle est une société au sein de laquelle les appartenances culturelles cohabitent sans s'influencer entre elles ; une société interculturelle est au contraire **une société en processus continu de construction par les interactions culturelles entre ses composantes**. Le premier terme est à l'origine des communautarismes, dont je vous parlerai un peu plus tard, alors que le second est à l'origine de l'idée du vivre-ensemble et de l'idée même que la diversité est un atout et non une difficulté. La notion de société interculturelle part d'une définition dynamique de la culture. La culture étant la capacité d'un groupe social et d'un individu à s'adapter à son environnement, elle va se modifier en permanence au fil des évolutions de cet environnement. Dans les années 80, l'idée de société interculturelle était très portée et même théorisée et mise en pratique par le mouvement associatif de l'immigration et de solidarité avec les migrants, comme le CLAP, mais aussi par les institutions notamment internationales : l'UNESCO, le Conseil de l'Europe. Certains d'entre vous se souviendront peut-être de l'émission *Mosaïque* à la télévision les dimanche matin sur FR3 produite par une association parapublique créée par l'Etat, l'ICEI (Information Culture et Immigration) : elle donnait la parole à l'immigration, alternant des débats, des reportages et de la variété. C'était à la fin des années 70 et au début des années 80. L'ICEI est devenue Agence pour le Développement des Relations Interculturelles (ADRI) en 1982, sous statut de GIP (Groupement d'Intérêt Public, sous la tutelle de l'Etat) en 1998. J'ai été en charge du service formation de l'ADRI de 1998 à 2003. C'est-à-dire que je concevais pour les acteurs de l'intégration (au sens large, essentiellement institutionnels) des formations aux relations interculturelles. J'ai ainsi conçu ou contribué à concevoir les premiers outils pour la lutte contre les discriminations à partir de 1998 puis ceux du Contrat d'accueil et d'intégration à partir des années 2002-2003. Nos publics en formation pouvaient être aussi bien les policiers de Montfermeil que les agents du service des étrangers de Bobigny ou bien encore les services publics de proximité de Cherbourg, au rythme de 500 à 600 actions de formation par an, généralement de deux à trois jours chacune. L'ADRI est devenue Cité nationale de l'histoire de l'immigration en 2004, un Musée pour la mémoire et les cultures de l'immigration, qui n'a été officiellement inaugurée par François Hollande que dix ans plus tard, ce qui montre l'extrême prudence de l'Etat sur les questions des migrations. Le Musée est aujourd'hui présidé par Benjamin Stora depuis 2015.

Quel message voulions-nous porter tant au service formation de l'ADRI de 1988 à 2003 qu'au moment de la préfiguration du Musée des migrations dans les années qui ont suivi ? Je dirais pour faire court que nous avons toujours en tête dans nos fondements philosophiques l'idée de société interculturelle dont je viens de parler et quelle est la meilleure façon d'en parler que de donner chair

(c-h-a-i-r) aux migrations, de faire parler les gens, les vrais gens, qui ont vécu les migrations, de raconter des parcours personnels. Le Musée a par exemple collecté pour son exposition permanente des objets qui marquaient la vie quotidienne des migrants. Dès les premiers jours, François Cavanna, que je ne présente pas, avait confié les objets de son père, maçon italien immigré en région parisienne. Face à tous les préjugés, face à la méconnaissance qui est le plus souvent à l'origine du racisme, il faut parler des vrais gens, de ce qui a fait leur vie, raconter leur forte volonté, leurs sacrifices pour les enfants, leur désir de France, très profond, qui a été le moteur de leur vie. Je me suis personnellement, dans mon action militante, toujours inscrit dans cette démarche : en 1983, en accueillant à Strasbourg la *Marche pour l'Égalité*, en 1985, en organisant l'exposition *Strasbourg Ville en Couleurs*, 1600 m2 dans un hall de la Foire de printemps entièrement consacrée à l'histoire des migrations et vue par plusieurs dizaines de milliers de visiteurs, et puis, plus récemment, en créant et en animant le site *Entre-gens.com*, de 2006 à 2016, avec des milliers de portraits de parcours migratoires ou de parcours de descendants de l'immigration. Toutes les personnes rencontrées me racontaient et pouvaient témoigner d'histoires similaires, des qualités humaines et des compétences exceptionnelles, mais dès l'enfance à l'école française des discriminations de l'institution au moment de l'orientation, des combats contre les déterminismes. Je choisisais des parcours remarquables mais qui étaient ignorés par les médias comme par les institutions, surtout des femmes parce qu'elles rencontraient une double discrimination voire triple, en tant que femme, descendante de l'immigration, de quartier populaire.

Est-ce qu'en quarante années de proximité avec les populations issues de l'immigration j'ai pu observer une évolution ? Oui, certainement. Dans les années 80, nos villes étaient plus inclusives – j'ai parlé de l'exposition *Strasbourg, ville en couleurs* en 1985 qui en montrait un exemple concret. Dans les années 80, je n'ai entendu parler que de défense des droits pour trouver place dans la République, la Marche de 1983 en était l'exemple concret, jamais je n'ai pu entendre questionner la place de l'islam, cela n'a jamais été le sujet, je n'ai jamais à cette époque été confronté à des questions d'interdit ; aucune jeune fille ne portait de foulard, qui ne semblait concerner que les paysannes kurdes d'Anatolie, sans la moindre connotation religieuse d'ailleurs. La question du foulard est apparue en 1989 à Creil sous la pression, on peut le dire et j'en avais bien conscience déjà à l'époque, de milieux fondamentalistes que peu de responsables connaissaient à l'époque, mais c'était à la veille de la décennie noire de l'Algérie avec le Front Islamique du Salut (le FIS) qui, lui ou ses semblables, oeuvrait aussi dans l'immigration. La focalisation autour de l'islam que nous connaissons aujourd'hui venant tant de la société globale que de celle des descendants de l'immigration – je n'ose même pas dire de la combienième génération – est donc un phénomène nouveau apparu dans les années 2000.

Alors que s'est-il passé qui puisse expliquer cette évolution ? Personnellement, **je n'ai jamais considéré qu'il y avait un échec de l'intégration** : les milliers de portraits dont je viens de parler, que je présentais sur le site *entre-gens*, peuvent témoigner exactement du contraire. Le processus d'intégration fonctionne, malgré les discriminations, avec certes des variantes selon les origines culturelles – et je renvoie à ce sujet aux travaux remarquables de la démographe Michèle Tribalat qui a analysé statistiquement les parcours. Globalement, structurellement, l'intégration, ça marche. Mais elle devrait se faire dans la douceur, par le processus interculturel ; elle se fait dans la douleur, à cause de la lepénisation des esprits, si vous me permettez le néologisme déjà bien connu et couru depuis plusieurs décennies, à cause d'une société de plus en plus excluante au lieu d'être inclusive. Si la société interculturelle, cela ne marche pas bien, c'est parce qu'il y a des forces contraires qui sont celles que nous combattons à *Citoyenneté active Lorraine*.

J'en viens pour conclure à : quelles sont ces forces contraires et où nous en venons à parler de communautarisme (s), un mot que je vais clairement mettre au pluriel. Et je vais vous expliquer pourquoi.

Je vais peser tous mes mots car, vous le savez bien, tous ces mots en -isme sont lourds de sens, souvent de contresens et plus souvent encore de non-sens. Mais ce sont ceux que l'on entend pourtant tous les jours dans les médias et dans la bouche des politiques, malheureusement souvent plus pyromanes que pompiers. Mais allons-y ! Je sais que les pompiers sont autour de cette table...

Le dénominateur commun à tous les communautarismes, c'est : *(je vais bien articuler mot après mot, pour laisser le temps de la réflexion, après chaque concept utilisé)*

**Le dénominateur commun**, c'est : la captation et l'instrumentalisation de combats sociaux ou de questions sociétales légitimes pour rabattre vers une cause considérée comme essentielle érigée en suprémacisme.

Je vais expliquer à travers sept formes différentes de communautarismes, dont certains peuvent se croiser très souvent, et tenter de montrer ce que je vais appeler les carburants de chacun de ces communautarismes.

### **Les formes et les carburants des communautarismes**

Indigénisme (suprémacisme noir, du colonisé). Guerre des races. Instrumentalisation de l'anti-colonialisme.

Islamisme (suprémacisme musulman). Guerre des religions. Instrument du besoin de spiritualité.

Identitarisme (suprémacisme blanc). Guerre des civilisations. Instrumentalisation du besoin de communauté.

Protectionnisme (suprémacisme de l'entre-soi). Guerre des clochers. Instrumentalisation du localisme.

Laïcisme (suprémacisme d'un modèle culturel). Guerre des comportements. Instrumentalisation du féminisme.

Populisme (suprémacisme du peuple idéal-typique). Guerre contre les oligarchies. Instrumentalisation de l'aspiration démocratique.

Complotisme (suprémacisme du « café du commerce »). Guerre des idées, avec pour cibles : les médias, les élites, la « bien-pensance ». Instrumentalisation des opinions (qui souvent sont plus des rumeurs que des réflexions).

Chaque forme de communautarisme produit ses illusions. L'illusion des islamistes est la oumma, la communauté des croyants. L'illusion des protectionnistes est la frontière qui protégerait de la mondialisation. L'illusion des populistes de gauche est la convergence des luttes. L'illusion des populistes de droite est la convergence des réactions.

### **Je vais revenir au dénominateur commun. Qu'est-ce qui est commun à toutes ces formes de communautarisme ?**

Sur le plan de la pensée, c'est l'essentialisme, qui établit comme un fait que chaque être est déterminé par une essence qui le définit intrinsèquement, par des marqueurs dont il ne peut s'abstraire.

Sur le plan de l'action, c'est l'inaction justement, le culte des valeurs conservatrices, c'est l'entre-soi, c'est la soumission considérée comme volontaire de l'individu au groupe.

### **Qu'est-ce qui est maintenant contraire à toutes ces formes de communautarisme ?**

Sur le plan de la pensée, c'est l'existentialisme, qui établit comme un fait la capacité de l'individu à s'abstraire des déterminismes par son histoire, par sa culture auto-construite, par ses actes.

Sur le plan de l'action, c'est pour l'individu, son pouvoir d'agir, et pour la société, le progrès : le progrès social, le progrès culturel ; ce sont les principes de la République : l'égalité, la liberté, la fraternité ; c'est la défense des droits humains, d'une manière générique, et des droits des femmes et des enfants en particulier ; et puis surtout, et nous sommes bien placés ici pour le dire, le contraire des communautarismes, c'est la citoyenneté active.

Les difficultés que nous rencontrons peut-être les uns et les autres ici, et le débat le dira peut-être, est que nous sommes quotidiennement confrontés à une injonction de positionnement sur chaque fait d'actualité qui jaillit jour après jour dans le tumulte médiatique. Je reviendrai juste sur le dernier fait qui a occupé la une des journaux français une grande partie de cet automne : l'histoire de **la femme voilée qui accompagne la sortie scolaire**.

Injonction : si tu es pour, on t'accuse d'être islamo-gauchiste ; si tu es contre, tu seras accusé d'être fasciste. Il faut bien évidemment refuser cette injonction.

En tant que formateur des modules *Valeurs de la République et Laïcité*, je fais un rappel à la loi qui, à ce sujet, est très claire : seuls sont soumis au devoir de neutralité, les personnels de l'Education nationale et les élèves, dans un souci de protection de l'enfance ; les accompagnateurs ne sont pas assimilables au personnel de l'Education Nationale tant qu'ils n'interviennent pas dans un acte pédagogique, le seul accompagnement n'en est pas un, et c'est ce qu'a bien rappelé le Conseil d'Etat en 2013.

En tant qu'observateur des migrations, à l'échelle planétaire ou même seulement européenne, je fais remarquer que la France est le seul pays au monde où il y a une telle hystérie collective sur la manière dont les femmes s'habillent – mais, bon dieu, fichez leur donc la paix ! Elles doivent pouvoir choisir la longueur de leur jupe sans que cela devienne une affaire d'Etat et il en est de même pour ce qu'elles mettent ou pas sur leur tête ! Je sais aussi, pour avoir vécu les deux époques et l'évolution entre les deux, que la dame du Conseil régional à Dijon n'a rien à voir avec l'affaire des jeunes filles de Creil en 1989. Dans ce dernier cas, je l'ai dit, il y avait une offensive islamiste. Dans le cas de Dijon, il y avait une offensive de l'extrême-droite. Il faut tout de même bien relever d'où vient la provocation !

En tant que formateur sur les relations interculturelles, j'observerai que quand je vois, et cela arrive tous les jours dans la rue, un groupe de jeunes filles visiblement heureuses d'être ensemble, quand l'une porte un foulard et une tenue très fermée, quand sa copine qui la tient gaiement par le bras a un legging extrêmement moulant, et une troisième une tenue disons plus classique, je trouve que c'est une belle image de la diversité française. J'observe aussi tout le bénéfice qu'apporte pour tous la participation des mamans immigrées dans les sorties scolaires (bénéfice pour les enfants, bénéfice pour les mamans concernées, bénéfice au final pour toute la communauté éducative).

En tant que féministe, ce que je suis, je me fais le défenseur des femmes dans le monde qui veulent libérer leurs cheveux et je ne ferai pas la promotion en France du port du foulard mais je défendrai le droit des femmes à s'habiller comme elles le veulent et donc, à porter un foulard, si elles le souhaitent vraiment.

Suis-je pour autant un islamo-gauchiste ? Ce sera à vous de me le dire.

Voilà le témoignage, peut-être un peu long, que je voulais apporter ici, sur la suggestion de Gérard, et je vous remercie de m'avoir patiemment écouté.

